

Élections fédérales 2007 : la législature bourgeoise freinée par la gauche

Autor(en): **Lenzin, René**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **34 (2007)**

Heft 4

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912923>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La législature bourgeoise freinée par la gauche. Après l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral, la gauche a mis en garde contre une avancée de la droite en Suisse. Dans la réalité, les partis bourgeois ont fortement marqué la législature de leur empreinte. Mais le PS et les Verts ont pu stopper quelques-uns de leurs projets grâce à des référendums. Par René Lenzin

Deux thèmes ressortent tel un fil rouge de ces quatre années de législature qui prendront fin avec la session d'automne des conseillers fédéraux: le rapport avec l'Union européenne et l'assainissement des finances fédérales. Même si différentes coalitions se sont formées à chaque fois, une ligne bourgeoise s'est finalement imposée dans les deux domaines.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont fait reculer les dépenses de l'État d'un total de cinq milliards par rapport à la planification financière de l'État originale au moyen de deux programmes d'allègement. Grâce à la conjoncture favorable, cela a permis à la Confédération de sortir du rouge et même de pouvoir réduire sa dette de 130 milliards de francs l'année passée. Ces programmes d'économie ont été adoptés par les trois partis bourgeois du Conseil fédéral – le parti démocrate-chrétien, le parti radical-démocratique et l'Union Démocratique du Centre – contre la résistance opposée par les socialistes et les Verts.

En revanche, le camp vert de gauche faisait partie des vainqueurs en ce qui concerne la politique européenne, du moins de prime abord. Il a appuyé le second paquet de négociations bilatérales entre Berne et Bruxelles, l'extension

de la libre circulation des personnes aux nouveaux États membres de l'UE et les milliards avec lesquels la Suisse apporte de l'aide à ces États. Moins toutefois par conviction pour le bilatéralisme que pour ne pas compromettre le rapprochement progressif avec l'UE. Mais en fin de compte, la gauche doit constater que son objectif, à savoir l'adhésion de la Suisse à l'UE, est plus éloigné que jamais. Le fait que notre pays ait définitivement pris la voie bilatérale est certainement dû à l'UDC et à son nouveau conseiller fédéral Christoph Blocher. Mais au niveau de la politique européenne, ils font tout de même partie des perdants de cette législature puisqu'ils n'ont pas pu convaincre les votants de freiner l'élaboration du traité avec l'UE.

Dans l'ensemble, le PDC et le PRD sont les partis qui ont le mieux réussi. Ils savaient non seulement que le peuple était derrière eux dans les deux dossiers-clés mentionnés, mais ont également gagné de manière absolue la plupart des votes. Les deux partis ont beau perdre constamment leurs parts d'électeurs, d'un point de vue politique, ils ne passent pour l'instant à côté d'aucune opportunité. Ils gagnent une fois avec la gauche (Europe, congé maternité), une fois avec la droite (assainissement des finances, po-

litique en matière d'asile et d'étrangers). Sur les 26 scrutins de la législature, le PDC et le PRD n'ont pas prononcé le mot juste à deux occasions seulement (relèvement de la TVA pour l'AVS/AI, plus justes allocations pour enfants).

Leur bilan est toutefois troublé par quelques sévères échecs aux scrutins du début de la législature. On retiendra surtout la date spectaculaire du 16 mai 2004, lorsque le peuple rejeta violemment tant un paquet de réduction des impôts que la 11^e révision de l'AVS. Trois mois auparavant, il avait déjà refusé la révision du droit locatif ainsi qu'un programme de construction routière qui prévoyait un second tunnel au Gothard. Pour tous ces projets de loi, le PDC et le PRD ont quitté le chemin de la vertu bourgeoise modérée et ficelé avec l'UDC des paquets qui n'étaient pas susceptibles de remporter la majorité.

Un meilleur point de départ pour la gauche

Grâce à ces victoires aux votations, la gauche a eu le vent en poupe. Elle s'était fixé pour objectif d'empêcher une percée de la droite sur la scène politique suisse, comme on l'avait craint après la victoire électorale de l'UDC et l'élection de Christoph Blocher et Hans-Rudolf Merz au Conseil fédéral. Toutefois, après ces débuts prometteurs, la gauche a également dû encaisser des défaites amères. En particulier, ses propres projets n'ont eu aucune chance face au peuple lorsqu'ils ont été présentés sans appui bourgeois. Tant la caisse maladie unique que la proposition de verser les bénéfices de la Banque nationale dans l'AVS, ont essuyé une défaite claire. Et au cours de la seconde moitié de la législature, les référendums verts de gauche n'ont également abouti à rien. À l'encontre des paroles du PS et des Verts, le peuple a appuyé l'ouverture de commerces le dimanche dans les grandes gares ainsi que les lois sur l'asile et sur les étrangers. Et dernièrement, le 17 juin de cette année, il acceptait également la 5^e révision de l'assurance-invalidité.

Au bout du compte, on pourrait donc parler d'une législature bourgeoise freinée par la gauche. Sur le plan rhétorique en tout cas, ce sont les pôles PS/Verts et UDC qui, renforcés par les élections, ont dominé. Par leur initiative individuelle, ces groupements n'ont cependant pu faire approuver pratiquement aucun de leurs projets par le peuple, tout au plus ont-ils pu bloquer des réformes par référendum. Au cours de ces quatre dernières années, les propositions capables de rassembler une majorité ont aussi été marquées par le «centre bourgeois», formé par le PDC et le PRD.

L'assurance-invalidité peut être assainie. 60% des votants et 22 cantons ont appuyé la cinquième révision de l'assurance invalidité. Le taux de participation s'est élevé à 35,8%.

